

BREXIT : L'EUROPE AU PIED DU MUR

Renaud Thillaye

25/06/2016

Comment expliquer le vote des Britanniques pour le Brexit ? Quelles seront les conséquences pour le Royaume-Uni et a fortiori pour l'Union européenne ? Renaud Thillaye, directeur adjoint de Policy Network, livre son analyse.

Les Britanniques ont voté majoritairement en faveur de la sortie de l'Union européenne.

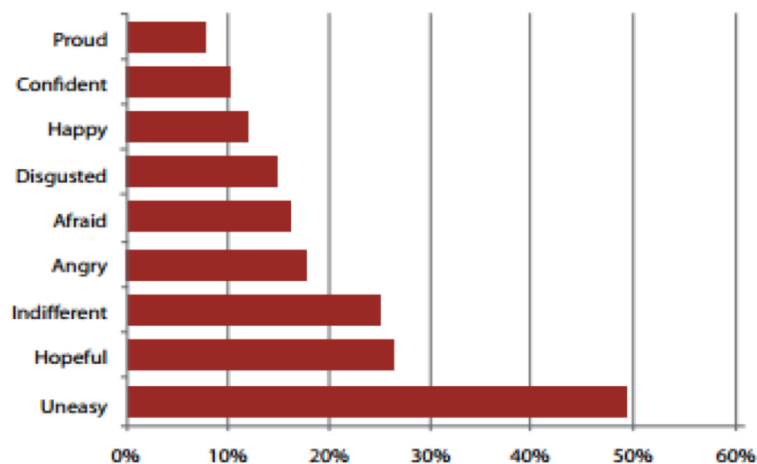
« Historique » n'est pas un mot trop fort pour qualifier ce résultat, qui ouvre un chapitre nouveau pour le Royaume-Uni, l'Union européenne et l'ensemble des démocraties occidentales. Plusieurs années d'incertitudes et d'ajustement sont sans doute devant nous, et il est bien trop tôt pour savoir comment va se réorganiser l'« ordre » européen.

Pourquoi ce vote ?

Le Brexit est-il un accident qui aurait pu être évité ? Beaucoup accusent David Cameron d'avoir pris un risque inconsidéré en convoquant ce référendum, et ce pour des raisons politiques internes au Parti conservateur. Certes, la responsabilité de cette décision lui incombe – du moins aurait-il pu prendre ce risque en s'assurant d'être certain de l'emporter. Cependant, le problème européen de la Grande-Bretagne – et, *a fortiori*, de beaucoup de démocraties nationales – était bien réel.

Il y a les tendances longues qui expliquent le détachement grandissant du Royaume-Uni. Dès 1992, alors que l'Union européenne se lance dans l'union monétaire et renforce Schengen, les responsables britanniques crient à la trahison : « en 1975, nous avons voté en faveur d'un marché commun et du libre commerce, pas pour rejoindre une union politique ». Ces dernières années, l'élastique s'était nettement tendu entre un pays foncièrement opposé à la logique de partage de la souveraineté et attaché à sa démocratie parlementaire, et les vingt-sept autres Etats-membres. Les études d'opinion montraient systématiquement un niveau de confiance dans l'Union européenne bien inférieur au Royaume-Uni par rapport à la moyenne européenne. Le graphique ci-dessous montre que le sentiment dominant était celui de l'inconfort, du malaise.

Figure 8: Which, if any, of the following words describe your feelings about Britain's membership of the EU (choose up to four words)



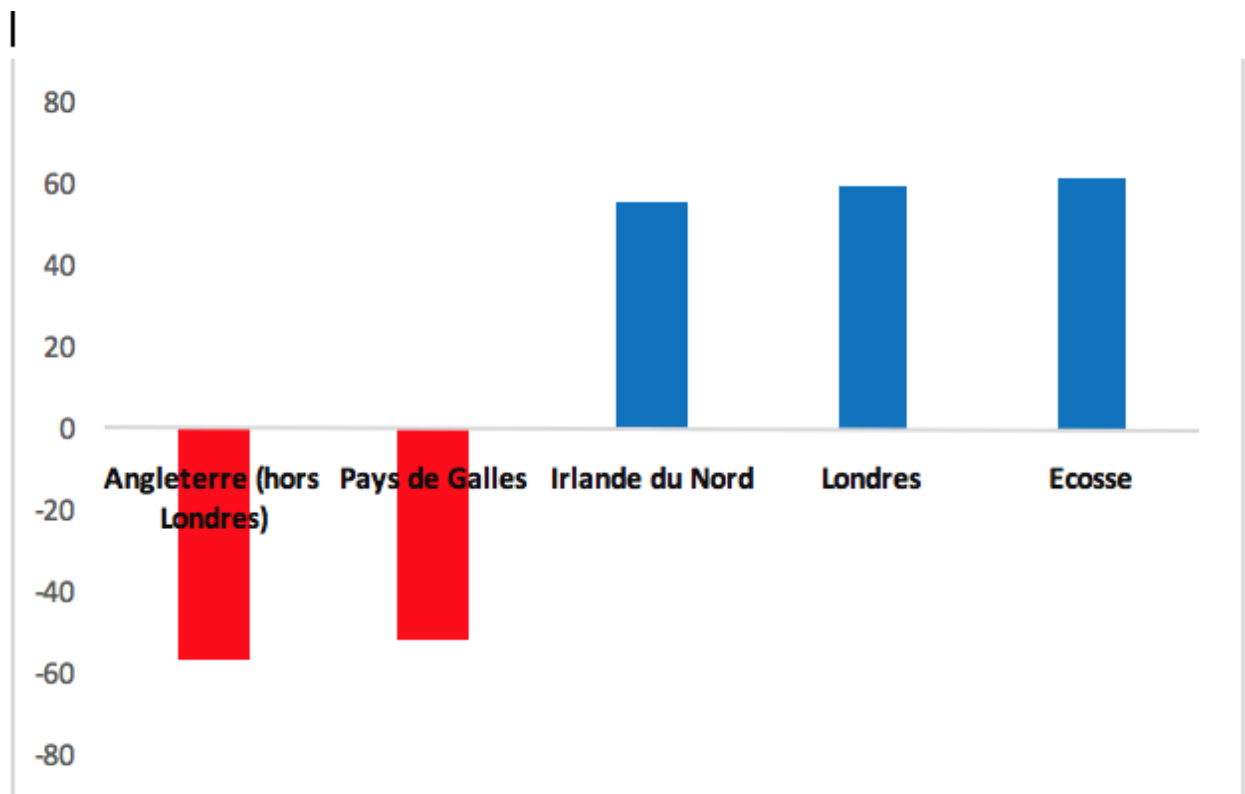
Source: Data from original survey of 3000 respondents conducted in the period 23/04/2015-05/05/2015.

© Sofia Vasilopoulou and John Bone, University of York.

Si l'on se tourne vers la dynamique de campagne et les raisons en faveur du Brexit, on peut aussi être tenté d'attribuer le blâme aux mensonges de la campagne du « Leave » : sur la contribution britannique au budget européen, sur l'imminence de la création d'une armée européenne et de l'entrée de la Turquie, ou encore sur les 60% de lois nationales dictées par l'Europe. Mais la campagne a été marquée par des exagérations des deux côtés et David Cameron a, très tôt, été accusé de faire peur en noircissant les conséquences du Brexit. Mettre en garde le peuple et ressasser les arguments économiques n'ont pas marché. Le thème de l'immigration est celui qui a clairement mobilisé le camp du « Leave », jusqu'au cœur de l'électorat travailliste.

Certaines réalités du vote doivent interroger ceux qui pensent que l'Union européenne doit aller de l'avant et mettent ce résultat sur le compte du particularisme britannique. Les bastions traditionnels du Labour comme Sunderland, Hartlepool, Birmingham – villes industrielles en déclin – ont voté pour le « Leave » dans des proportions bien plus élevées que ce qui avait été prédit. Londres, l'Ecosse et l'Irlande du Nord se démarquent clairement en faveur du « Remain », comme prévu. Le fossé géographique et sociodémographique est spectaculaire. Les élites jeunes, diplômées, métropolitaines sont en porte-à-faux total avec les campagnes anglaises et galloises qui pensent, à tort ou à raison, être les victimes de la mondialisation, de la liberté de circulation, de la société multiculturelle.

Résultat du vote par région lors du référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne, 23 juin 2016 (en rouge, vote favorable au Leave ; en bleu, vote favorable au Remain)



Même si l'idée du « Lexit » (« Left-Brexit », ou position pour le Brexit à gauche) n'a pas eu le succès escompté, elle a vraisemblablement joué un rôle de démobilisation. Jeremy Corbyn, le leader du Labour Party, n'a pas cherché à masquer le dédain que lui inspire l'Europe libérale, et son manque d'engagement dans la campagne, son absence d'explication rassurante et positive sur l'Europe ont crevé l'écran. Paradoxalement, bien que le Royaume-Uni ne soit pas directement concerné, le traitement imposé aux pays du Sud dans la zone euro a été critiqué dans des termes extrêmement durs ces dernières années, tant sur le plan social que démocratique. Ce contexte et ce manque d'indications claires de la part du leader travailliste ont, en quelque sorte, légitimé le vote du « Leave », d'autant que les craintes sur l'immigration étaient partagées par beaucoup d'électeurs de gauche.

Quelles conséquences ?

Quatre fronts majeurs sont désormais ouverts.

Premièrement, l'avenir du Royaume-Uni. Sous toile de fond d'instabilité gouvernementale, la probabilité d'un second référendum écossais augmente nettement. Le processus de paix en Irlande du Nord est fragilisé, avec la demande du *Sinn Féin* d'une réunification afin d'éviter la fermeture de la frontière entre les deux Irlande. La difficulté pour les leaders du « Leave » d'offrir au peuple

britannique ce qu'il a demandé – une baisse de l'immigration, le rapatriement de l'argent versé au budget européen –, sans mettre en danger les intérêts économiques du Royaume, signifie également que Nigel Farage a de beaux jours devant lui.

Deuxièmement, les démocraties européennes sont au pied du mur. L'euroscepticisme est désormais partout. Les données du Pew Research Center, publiées il y a quelques jours, montrent que seuls 38% des Français et 50% des Allemands ont une opinion favorable de l'Union européenne, là où ces chiffres atteignaient 60 à 70% il y a dix ans. Le succès des forces anti-européennes s'est manifesté de façon spectaculaire récemment lors de l'élection présidentielle autrichienne et dans le cas du rejet néerlandais de l'accord de partenariat UE-Ukraine. L'idée que les démocraties nationales peuvent « tuer » l'Union européenne est donc devenue réalité, et pas moins d'une trentaine de promesses de référendum sur la sortie de l'UE sont dans les tiroirs des partis anti-européens. Gérer la question européenne était difficile depuis le traité de Maastricht – aujourd'hui c'est devenu explosif et potentiellement mortel.

Troisièmement, le projet européen est non seulement à l'arrêt mais, pour la première fois, fait marche arrière. Retenue dans sa fuite en avant par les peuples, l'Europe est empêchée d'agir efficacement et se trouve dans un entre-deux périlleux. Or, il serait imprudent de parler de bond en avant, ou d'un énième plan de relance du projet européen. Comme Hubert Védrine le suggérait il y a quelques jours, une pause pourrait s'imposer, qui laisserait le temps de faire la démonstration de la capacité d'agir ensemble. Les Européens devront bientôt s'interroger s'ils souhaitent continuer avec les principes qui fondent l'UE telle qu'on la connaît aujourd'hui – primauté systématique du droit européen, libertés de circulation, non-discrimination entre les peuples – ou si un nouveau compromis entre les légitimités démocratiques nationales et la dimension européenne s'impose. Une Europe plus flexible pourrait paradoxalement sauver l'unité européenne.

Enfin, la gauche démocratique pro-européenne et culturellement libérale voit sa faiblesse structurelle et son statut minoritaire se confirmer en Europe. La difficulté d'accepter de parler de frontières, du besoin de protection et de la demande d'autorité dans un monde qui change très vite et expose beaucoup de gens aux aléas d'une vie instable et subie se paie chèrement. Sans forcément apporter les mêmes réponses que les partis anti-européens, la gauche doit prendre au sérieux le slogan du « Leave », « reprendre le contrôle » (« take back control »). La tâche est ardue tant il importe également de ne pas trahir les valeurs humanistes et internationalistes qui animent les progressistes.